

Colloque International

PACTE-ILCEA (Grenoble Universités)

26-27 septembre 2013

Le Chili actuel. Gouverner et résister dans une société néolibérale

Du « cas Pinochet » au gouvernement de Sebastián Piñera (1998-2013)

Résumé

L'investiture de Sebastián Piñera à la Présidence de la République chilienne, le 11 mars 2010, marque le retour de la droite à la tête du pouvoir exécutif, vingt ans après la fin négociée de la dictature militaire du Général Pinochet. Configurée par 40 ans de luttes, parfois mythifiées ou méconnues (l'Unité populaire, la Dictature, la Transition démocratique), cette nouvelle inflexion dans l'histoire politique chilienne pousse à s'interroger sur les réalités, les transformations et les continuités de ce pays tantôt présenté comme « modèle », tantôt comme « laboratoire », du néolibéralisme et de la société de marché en Amérique latine. Qu'elle soit héritée de l'histoire contemporaine ou issue de changements plus récents, une série de problèmes traverse les relations spécifiques entre néolibéralisme, démocratisation, techniques de pouvoir, résistances collectives et société. L'objectif de ce colloque international est de se pencher, dans une perspective ouverte et transdisciplinaire, sur les dynamiques du Chili actuel, depuis le procès du Général Pinochet en 1998 jusqu'à nos jours. Plutôt que de rester centré sur une approche uniquement en termes de pratiques institutionnelles ou « transitologiques », nous espérons ouvrir des espaces de pensée critique sur les divers champs sociaux du Chili actuel. Comment penser, analyser et définir alors l'ordre « démolibéral » chilien ? Est-on réellement face à un « modèle », à cet *homo oeconomicus* des théories néo-classiques ou plutôt à une « nouvelle raison du monde » ? Comment lire les inégalités sociales et le modèle développement en cours ? De quelle manière, et selon quelles pratiques, les Chiliens s'inscrivent-ils dans cette réalité sociale et politique, parfois interprétée comme celle du « néolibéralisme triomphant » ? De quelle manière décrypter le nouveau cycle protestataire que vit le pays et selon quels répertoires ? Quels usages publics du passé et comment penser la justice transitionnelle des dernières années ? Quelles représentations et modes de dominations dans le cadre d'un système politique modelé par la Constitution autoritaire de 1980 ? Quelles mises en récit et productions culturelles (notamment cinématographiques) de cette société néolibérale ?

Nous proposons de décliner cette problématique générale autour de cinq thématiques ou axes plus spécifiques et autour desquelles nous pensons pouvoir déconstruire, tout du moins partiellement, cette réalité complexe du Chili néolibéral actuel, c'est-à-dire précisément ses structures, formes et dynamiques, mais aussi les rapports entre les individus et les champs sociaux qui la constituent.

Axe 1) Ordre néolibéral, justice transitionnelle et guerres des mémoires

Axe 2) Renouveaux de l'action collective, mouvements sociaux et résistances

Axe 3/ Partis, « gouvernement des meilleurs » et démocratisation aujourd'hui

Axe 4) Un modèle de développement « néolibéral » ? Ressources naturelles, dépendance et inégalités

Axe 5) Création cinématographique et société néolibérale

(Voir argumentaire développé et calendrier ci-dessous)

Présentation scientifique

Le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 en même temps qu'il mettait fin à l'expérience de l'Unité populaire (1970-1973) et à la « voie chilienne au socialisme », marque la fin du modèle de substitution des importations en vigueur au Chili depuis les années trente. La dictature militaire du Général Pinochet en même temps qu'elle soumet le pays à la répression étatique et à une contre-révolution conservatrice, met rapidement en place une économie de caractère néolibéral articulée à un « État subsidiaire » et centrée sur le marché comme principal mécanisme d'allocation des ressources, la dérégulation-privatisation et l'ouverture aux capitaux internationaux. Ainsi que le reconnaît désormais la plupart des chercheurs en science sociales, le Chili se situe ainsi comme un pays « pionnier » (dés 1975), non seulement du continent latino-américain, mais aussi au niveau mondial, puisqu'il annonce l'amorce d'un nouveau cycle historique. Avant même son application dans les pays du Nord (notamment aux États-Unis et en Angleterre), le Chili expérimente un nouveau modèle économique, largement inspiré des théories monétaristes de Milton Friedman, mais plus fondamentalement un nouveau modèle de société, qui perdure sous de nombreux aspects jusqu'à nos jours. Parfois présenté comme Pays-modèle, celui d'une importante croissance macro-économique, puis d'une expérience de transition démocratique négociée et « apaisée » à partir de 1990; plutôt pays-laboratoire ou « modelé » pour de nombreux autres analystes, le Chili a été marqué au fer rouge des héritages autoritaires de la dictature militaire et par les inégalités sociales, culturelles, symboliques engendrées par sa transformation néolibérale. Quelle que soit l'approche épistémologique choisie, le Chili actuel reste ainsi encore aujourd'hui un pays-symbole, dont il convient d'analyser les mythes et réalités dans une perspective critique et interdisciplinaire.

En 1997, le sociologue Tomás Moulián publiait *Chili actuel. Anatomie d'un mythe*, livre au sein duquel il développait une matrice matérielle et idéologique qui dépassait et enrichissait une approche uniquement centrée sur la description d'une « démocratie avec enclaves autoritaires » (concept forgé par Manuel Antonio Garretón et ayant connu un succès scientifique international par la suite). Par une plume acerbe et volontiers polémique, Moulián analysait le « transformisme » sociopolitique de son pays, les continuités et les ruptures issues d'une transition pactée, les errements ou limites de sa démocratisation comme les euphémismes peuplant l'imagerie politique chilienne. Un Chili converti à la démocratie représentative (neo)libérale et à la « politique des consensus », mais dont les classes dirigeantes (civiles et militaires) auront eu soin de maintenir et reproduire nombre des infrastructures économiques, mais aussi politiques, institutionnelles, culturelles, mémorielles, issues de la dictature militaire. Moulián décrivait aussi avec agacement les impacts profonds de cette société nouvelle issue des années de plomb : le nouvel individualisme anomique, la destruction des espaces publics au profit d'une privatisation croissante des territoires et de l'entre-soi, la réduction de la *polis* au profit d'un nouveau citoyen « carte de crédit », happé par un mercantilisme effréné.

Mais qu'en est-il aujourd'hui, dix après, dans une Amérique latine largement reconfigurée sur le plan politique ? Quels mécanismes sont à l'œuvre dans les divers champs sociaux et de quelle manière les nouvelles générations - qui n'ont pas connu la dictature - pensent-elles leur inscription individuelle et collective dans un pays, toujours marqué par une histoire traumatique récente ? Dans le contexte d'une austérité faite Loi, comment comprendre et décrypter ce que le politiste Juan Carlos Gómez qualifie de « néolibéralisme triomphant » et que d'autres auteurs préfèrent qualifier de « société néolibérale mature » ? Est-on réellement face à cet *homo oeconomicus*, représentation du comportement de l'être humain à la base du modèle néoclassique en économie ou plutôt devant une « nouvelle raison du monde », une « politique de société » au service de la fabrique du sujet néolibéral, décrite par Christian Laval et Pierre Dardot ? Peut-on décrire désormais un néolibéralisme « corrigé » et réformé par les gouvernements successifs de la « Concertation », issus de la démocratisation (Garretón) ? De quelle manière interpréter le nouveau cycle protestataire que vit ce pays du Cône sud depuis quelques années, avec l'activation de mouvements sociaux autour des thématiques telles que l'éducation, l'assemblée constituante ou les ressources naturelles, qui surgissent sur un plan national et international ? Quels usages publics du passé et comment penser la justice transitionnelle chilienne ? Quelles représentations et mises en récit élabore et diffuse la production culturelle (notamment cinématographique) de cette société en conflit ?

Avec ce colloque international, nous prétendons revenir sur le Chili contemporain, avec pour souci de dépasser une discussion exclusivement en termes d'analyses transitologiques et dans l'optique de multiplier les points de vue critiques, mais aussi les allers-retours entre ce « passé qui ne passe pas » et le temps présent. Par l'étude d'une période assez courte, mais qui insiste aussi sur les héritages, nous aborderons le Chili post-dictatorial récent sans retomber dans le thème transition-consolidation démocratique, déjà très travaillé (mais qui sera de toute façon présent dans nos réflexions). Nous avons ainsi choisi une périodisation qui débute avec l'arrestation du Général Pinochet à Londres (1998), fait majeur qui fit trembler le ciment du « consensus » hégémonique, et nombre de certitudes, et se termine avec le gouvernement de Sebastián Piñera, élection qui marque aussi le retour de la droite au pouvoir par les urnes (après vingt années de gouvernement de la *Concertación*).

Nous proposons de décliner cette problématique générale autour de cinq thématiques ou axes plus spécifiques et autour desquels nous pensons pouvoir déconstruire, tout du moins partiellement, cette réalité complexe du Chili actuel, c'est-à-dire précisément ses structures, formes et dynamiques mais aussi les rapports entre les individus et les champs sociaux qui constituent la société néolibérale chilienne. La sélection des communications se fera en fonction de l'apport scientifique de chaque proposition, de son originalité et pertinence, en privilégiant les recherches novatrices, les approches comparées ou

issues d'enquête de terrain récentes. Les jeunes chercheurs et les doctorants sont invités à présenter leurs travaux en cours. Et la variété des points de vue disciplinaires et des formats sera privilégiée (politistes, civilisationnistes, sociologues, économistes du politique, etc).

Axe 1) Ordre néolibéral, justice transitionnelle et guerres des mémoires

Les années 90 ont été au Chili celles de la revendication de la « vérité et de la justice ». Largement niée pendant la dictature, la réalité incontournable des violations massives des droits de l'homme a été assumée très tardivement par une partie de la société chilienne, ainsi que par un État adepte de la « justice dans la mesure du possible » (selon les mots du président Patricio Aylwin). Pourtant, l'arrestation du général Pinochet à Londres, en octobre 1998, a produit un effet cathartique, ravivant les « vieilles » querelles politiques et historiques sur la réelle interprétation du coup d'état de 1973, mais aussi réaffirmant la nécessité d'une réactivation des procès judiciaires contre les coupables de la violence d'État. La mémoire et sa reconstruction fonctionnent ici comme un enjeu de lutte, soit avec des fins socio-historiques -la réflexion sur le passé et le présent du pays-, soit comme un fait social qui mobilise différents secteurs de la société civile, dont particulièrement les victimes et leurs familles.

Les travaux portant sur ces deux axes (justice et conflits mémoriels) seront les bienvenus. Ils peuvent porter sur l'action des juges ou des tribunaux, sur l'organisation des familles de victimes ou les politiques de réparation ou, plus généralement, sur les usages, limites et tensions, de ce qu'on appelle aujourd'hui génériquement la « justice transitionnelle » de l'ordre néolibéral chilien. Des problématiques plus récentes nées de la mise en place de politiques de la mémoire sont aussi attendues. A ce propos, les communications qui s'intéressent à la médiatisation des enjeux de la mémoire, la construction des lieux de la mémoire, les enjeux de la commémoration ou les controverses sur les programmes d'enseignement de l'histoire seront particulièrement appréciés. De même, l'utilisation de tribunaux militaires ou de la « loi antiterroriste » contre les mobilisations sociales, notamment indigènes, pourrait fournir des éléments de réflexion comparatifs. De cette manière, « justice » et « mémoire » fonctionnent ici comme une tension transversale, qui évoque les multiples facettes d'une société en transit et en conflit.

Axe 2) Renouveaux de l'action collective, mouvements sociaux et résistances

Les vingt ans de gouvernement de la coalition de centre-gauche, la *Concertación*, ont été accompagnés, pour une large part, par une politique de démobilitation des groupes sociaux qui se sont confrontés à la dictature militaire. Ce processus s'inscrit dans une logique de démobilitation générale de la société ouvertement recherchée par les nouveaux gouvernements afin d'éviter tout soulèvement social qui aurait pu, selon eux, mettre en péril la bonne marche de la jeune démocratie. Ces gouvernements ont en parallèle privilégié la stabilité politique et la préservation du modèle économique, au détriment des revendications sociales et protestations collectives, notamment celles visant à mettre fin aux enclaves autoritaires encore présentes dans le cadre institutionnel chilien. La période qui va de l'arrestation du Général Pinochet au retour de la droite au pouvoir en 2010 a pourtant donné lieu à l'émergence de nouvelles structures d'opportunités politiques pour l'épanouissement de l'action collective. Au cours de ces dernières années, plusieurs facteurs ont convergé pour donner place, à un nouveau cycle de conflits sociaux, bien qu'assez divers et souvent peu articulés entre eux. La disparition physique du dictateur a estompé l'image d'une menace du retour des militaires. La perte de pouvoir de la coalition de centre-gauche ainsi que la perte de confiance des citoyens vis-à-vis de cette dernière a exacerbé les conflits sociopolitiques. Ces nouvelles revendications collectives se sont principalement traduites dans des mouvements cherchant l'égalité des genres et l'accès des femmes à une pleine citoyenneté, pour l'égalité d'opportunités en matière d'éducation et la fin de sa marchandisation ; des mouvements pour la protection des ressources naturelles ou écologistes ont aussi vu le jour ; sans oublier la permanence des luttes des peuples originaires, principalement les Mapuche.

Se dessine ainsi l'expression de mouvements sociaux incarnés par une nouvelle génération d'acteurs, sans pour autant que les mouvements plus traditionnels ne disparaissent, à commencer par le mouvement ouvrier et syndical, toujours présent sous des formes parfois renouvelées. Nous aimerions que soient présentées, dans cet axe, des communications sur ces différents mouvements sociaux, leurs répertoires d'action et espaces spécifiques, leurs ressources et leur rapport au champ politique et/ou partisan. Le positionnement des animateurs de ces conflits et leurs parcours militant est aussi à envisager. Confronter et comparer ces actions collectives, voir dans quelle mesure elles contribuent -ou non- à l'approfondissement de la démocratie au Chili (le sociologue Lilian Mathieu envisage ainsi une « démocratie protestataire ») et à contester l'ordre néolibéral ou l'hégémonie des principaux détenteurs du capital sur la vie du pays.

Axe 3/ Partis, « gouvernement des meilleurs » et démocratisation aujourd'hui

Les partis politiques au Chili ont été parmi les principaux acteurs de la transition pactée au détriment d'autres forces sociales. D'ailleurs, le cadre institutionnel fixé par la Constitution autoritaire de 1980, et notamment par le biais du système électoral majoritaire binominal, a établi les règles d'un jeu politique relativement fermé et fortement contrôlé par ces mêmes partis. Leur organisation en coalition contribue ainsi à la bipolarisation de la vie politique. Les partis, tout comme les

acteurs et mouvements sociaux refusant ou critiquant ce cadre, ont par conséquent été systématiquement marginalisés, voire exclus, du champ institutionnel. En 2000, la victoire de Ricardo Lagos aux élections a permis le premier retour à la présidence du Parti socialiste, après l'expérience de l'Unité Populaire (1970-1973). Le gouvernement Lagos s'est caractérisé par la souscription d'accords politiques avec le principal parti de l'opposition de droite, l'Union démocratique indépendante (UDI). Les accords passés en 2003 ont visé la réforme de l'État et la réactivation de l'économie de marché. Du point de vue institutionnel, le dialogue avec l'opposition a certes permis l'approbation en 2005 de réformes à la Constitution destinées à mettre fin à certaines enclaves autoritaires, sans pour autant s'engager dans un processus constituant ou de transformations profondes. Par ses caractéristiques personnelles, l'élection de Michelle Bachelet comme Présidente de la République en 2006 a représenté un autre événement marquant de la superstructure politique. Elle a néanmoins gouverné dans la continuité des exécutifs précédents et fait face à plusieurs mouvements de protestation (dont la « révolution des pingouins »). D'autre part, sa forte popularité n'a pas empêché la poursuite du décrochage entre la *Concertación* et les classes populaires, l'augmentation progressive de l'abstention (notamment dans la jeunesse) et la perte de légitimité de cette coalition qui aura géré la transition pactée, tout en ancrant le modèle néolibéral au Chili. La victoire du candidat de la droite, Sebastián Piñera, aux élections présidentielles en 2010, marque une alternance remarquable après 20 ans de domination de la *Concertación* : la droite n'avait pas gagné démocratiquement le gouvernement depuis 1958. Se présentant comme l'incarnation d'une « nouvelle droite » et du « gouvernement des meilleurs », le président entrepreneur S. Piñera a rapidement dû faire face à plusieurs crises internes et de grandes mobilisations sociales.

Des propositions de communications seront particulièrement attendues sur les caractéristiques du gouvernement actuel, ses techniques de « gouvernance » et sa mise en perspective dans l'histoire de la droite politique chilienne. De plus, nous pouvons nous interroger sur la durabilité et la viabilité de l'actuelle structure de coalition au niveau du parlement, sur la pertinence de la division entre « autoritarisme » et « démocratie » comme marqueur des différenciations politiques, ainsi que sur la dynamique interne à la *Concertación*. Une réflexion critique sur le système partisan actuel, les effets de « cadenas » de la Constitution de 1980 sur la démocratisation est attendue. De même, les dynamiques en cours en dehors et aux frontières du champ parlementaire, notamment à gauche de la *Concertación* (PC, extrême-gauche) ou en faveur d'une assemblée constituante pourraient éclairer cet axe. Enfin, des travaux sur les tensions, alliances et interpénétration entre champ partisan, personnel politique et pouvoir économique seraient intéressants pour analyser les liens entre élites politiques, partis, entrepreneurs et modèle néolibéral.

Axe 4) Un modèle de développement « néolibéral » ? Ressources naturelles, dépendance et inégalités

Le salpêtre puis les hydrocarbures; les forces hydrauliques ou la pêche; la viticulture comme l'industrie agroalimentaire, et surtout, le cuivre, principale réserve mondiale et qualifié en son temps par Salvador Allende de « salaire du Chili » : l'exploitation des immenses ressources naturelles du pays fait et a fait l'objet de convoitises et de luttes acharnées depuis un siècle et demi. Aujourd'hui, le modèle de développement semble principalement basé sur une industrie extractive de ressources naturelles et agroforestière, entièrement tournée vers l'exportation. Une activité menée par des entreprises nationales et souvent transnationales, orientée par des objectifs de développement macroéconomique largement extravertis. Les mécanismes du marché sont par conséquent envisagés et représentés comme les seuls légitimes à réguler l'exploitation de ces ressources. Ces choix politiques et ces mécanismes économiques ne sont pas sans conséquence: que ce soit sur le corps social chilien (et le problème de la répartition des richesses avec la constitution d'une oligarchie rentière), les inégalités entre les territoires qui composent la nation, les fortes menaces sur les écosystèmes, comme sur les autres agents économiques jugés « moins compétitifs ».

Les communications attendues pourraient s'organiser autour d'un ensemble de recherches liées aux logiques politiques et économiques sous-jacentes et à leurs conséquences de ce modèle de développement et qui a fait du Chili un des pays souvent constitué en exemple par les institutions internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale. Mais peut-on parler de « modèle néolibéral » ? Trois approches principales se dégagent : l'usage des ressources naturelles ; la reproduction des inégalités et de la stratification sociale ; et enfin la question environnementale. Quels sont alors les enjeux qui émergent autour de ces ressources naturelles (notamment du cuivre et de sa mise en concession) et quel est le rôle de l'État dans la mise en œuvre de ce modèle ? Une analyse en termes de dépendance et centre-périphérie reste-t-elle valable pour le Chili actuel ? Comment évaluer le poids concret des multinationales ou encore la place des citoyens dans ces choix stratégiques ? D'autre part, où en est-on des études sur la structure sociale inégalitaire du Chili (notamment suite au projet *Desigualdades* dirigé par la sociologue Emmanuelle Barozet) : les formes de mobilités et reproduction de ces inégalités, la répartition des revenus et des capitaux sociaux, sa perception et les identités collectives qu'elles véhiculent dans la vie quotidienne. Enfin, quels sont les impacts écologiques d'un tel modèle et, alors que la crise mondiale s'accroît, quelle perspective pour l'économie chilienne ? Des analyses de cas concrets sont attendues (extraction minière, industrie du saumon ou forestière, etc). Des communications sur la question du « pays-modèle » pourraient permettre également de tracer quelques lignes de réflexions. Enfin, une approche plus prospective n'est pas à exclure, sur les possibilités et problématiques d'une gestion durable des ressources et d'un modèle de développement alternatif, plus égalitaire ou relocalisé.

Axe 5) Création cinématographique et société néolibérale

La production cinématographique chilienne (ou sur le Chili) fera l'objet d'une séance de communications et d'échanges. Le cinéma portant sur la période de l'UP, le coup d'état et la dictature est relativement connu, en particulier l'œuvre –majeure– de Patricio Guzmán. Nous souhaitons, dans le cadre de ce colloque, aborder d'autres thématiques, nettement plus contemporaines, par exemple autour de jeunes auteurs et réalisateurs. Le lien avec la dictature n'est pas à exclure. Il serait souhaitable, en particulier, d'aborder le sujet du retour des exilés, qui met en regard l'évolution parallèle –et sans doute disparate– des populations forcées à l'exil et celle du pays après la dictature. Nombreux sont les autres sujets susceptibles d'être abordés : événements majeurs comme les échéances électorales, les désastres (affaire des mineurs, tremblement de terre), mouvements sociaux et politiques de grande ampleur (mouvement étudiant), organisation et action des mass medias, mais aussi événements en apparence plus limités, au niveau de l'individu ou d'organismes sociaux plus élémentaires, au niveau de la vie quotidienne. En général, tout ce qui contribue à former ou refléter une nouvelle image de la société chilienne pourra être recevable, avec un accent mis sur le lien avec la « modernité » et les problèmes liés au néolibéralisme (précarité du travail, individualisme, société de consommation, etc). Le cinéma documentaire est naturellement le cadre privilégié de ce genre de thématique, mais le cinéma de fiction ne sera pas exclu, à condition qu'il porte une interrogation sociale ou politique et soit considéré dans cette dimension.

Une séance de projection d'un ou deux films particulièrement représentatifs de la production cinématographique chilienne du début du XXIe siècle sera organisée dans une salle de l'agglomération (par exemple « Mon Ciné », à Saint-Martin d'Hères), si possible en présence du ou des réalisateurs.

Comité d'organisation

Coordination générale : Franck Gaudichaud (ILCEA)

Antoine Faure (Pacte-PO)
René Jara Reyes (Pacte-PO)
María Cosette Godoy Hidalgo (Pacte-PO)
Edmond Raillard (ILCEA)
Fabiola Miranda Pérez (Pacte-PO)

Comité scientifique

Locaux

Anne Laure Amilhat-Szary (IGA – PACTE)
Alain Faure (SciencesPo Grenoble – PACTE)
Olivier Ihl (SciencesPo Grenoble – PACTE)
Almudena Delgado Larios (Grenoble3 – ILCEA)
Guillermo Uribe (UPMF – Gresal)
Celia Himelfarb (SciencesPo Grenoble – IDA)

Nationaux

Stephane Boisard (Université Paris 3)
Olivier Compagnon (IHEAL – Paris)
Yves Dezalay (CNRS)
David Garibay (Université Lyon 2)
Eugenia Palieraki (Université de Cergy-Pontoise)

Internationaux

Rafael Agacino (Plataforma Nexos –Chile)
Emmanuelle Barozet (Universidad de Chile)
Juan Carlos Gomez Leyton (Universidad Arcis-CLACSO)
María Cristine Doran (Ottawa University)
Manuel Gárate C. (Universidad Alberto Hurtado)
Jean Grugel (University of Sheffield)
Fernando Leiva (University at Albany)
Jorge Magasich (IHECS Bruxelles)
Sergio Grez Toso (Universidad de Chile)
Peter Winn (Tufts University)

Orientation bibliographique générale (par ordre chronologique de publication)

T. Moulian, *Chile actual: anatomía de un mito*, Santiago, LOM, 1998.

J. Magasich (coord.), *Chili, pays laboratoire*, Ed. Maison de l'Amérique latine, Bruxelles, 1998.

P. Drake Paul y I. Jaksic (comp.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa*, Santiago, LOM Ediciones, 2002.

F. Leiva, S. Nagy-Zekmi, *Democracy in Chile: The legacy of september 11, 1973*, Brighton, Sussex Academic Press, 2005.

R. Agacino, *Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet*, Documento Grupo de trabajo de la CLACSO, enero 2006 (www.archivochile.com).

Groupe d'études sur le Chili (GRESCH), *Chile: ¿de país modelado a país modelo ?*, Santiago, LOM, 2008.

G. Eduardo Silva, *Challenging neoliberalism in Latin America*, New York, Cambridge University Press, 2009.

P. Dardot, C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

J. Carlos Gómez L., *Política, democracia y ciudadanía en una sociedad neoliberal, Chile 1990-2010*, Santiago de Chile, Editorial ARCIS/ CLACSO, 2010.

C. Ossa Swears (comp.), *Escrituras del Malestar. Chile del Bicentenario*, Universidad de Chile, 2011.

M. Gárate C., *La Revolución capitalista de Chile (1973-2003)*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2012.

M. Antonio Garretón, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile. 1990-2010*, Santiago, Colección Pensar América Latina, Editorial ARCIS/ CLACSO, 2012.

Envoi des propositions

Les propositions devront parvenir avant le **5 février 2013** délai de rigueur. Chaque proposition comprendra : un titre, une présentation (2000 caractères maximum), une bibliographie. Envoi à :

chili-neoliberal@sciencesconf.org

Les textes seront rédigés en français ou en espagnol. Les langues de travail du colloque seront le français et l'espagnol. Une traduction consécutive sera organisée.

Calendrier

Les auteurs seront informés de la décision du comité d'organisation avant le 31 mars 2013.

Les intervenant-e-s, dont les propositions auront été retenues, devront transmettre **impérativement** aux organisateurs le texte de leurs communications **avant le 1er septembre 2013**, délai de rigueur. Ces textes seront publiés en ligne sur le site : **www.chili-neoliberal.sciencesconf.org**, afin de faciliter un travail de lecture et de réflexion en amont.

Des indications précises sur le format à suivre, leur seront communiquées en même temps que la liste définitive des participant-e-s. Une publication des actes (livre électronique et/ou papier) est prévue.

Lieu du colloque

Campus de Grenoble (St Martin d'Hères) – Maison des langues et des Cultures